

II CONTEXTE

L'économie en 1989

Sur le plan strictement économique, l'économie sud-africaine a marqué le pas en 1989 après avoir progressé de manière modeste mais régulière au cours des trois années précédentes. Sa croissance réelle, mesurée d'après le PIB, est passée de 0,3 % en 1986 à 2,1 % en 1987 et 3,7 % en 1988 mais elle est retombée à 2,1 % en 1989. Les dépenses de consommation ont suivi une courbe analogue et après une vigoureuse croissance de 3,7 % en 1987 et de 4,9 % en 1988, elle a à peine atteint 1 % en 1989. Au cours de la même période, la lutte contre l'inflation a connu un certain succès et celle-ci a été ramenée de 18,6 % en 1986 à 16,1 % en 1987, et 12,9 % en 1988; en décembre 1989, cependant, elle était remontée à 15,4 %. Elle n'est jamais retombée au-dessous de 10 % depuis 1973.*

La masse monétaire (M3) a augmenté de 23,5 % en 1989, chiffre nettement supérieur aux 14 à 18 % recommandés par la Reserve Bank. Cela a été largement suffisant pour que le taux bancaire passe à 18 % (augmentation de 1 %) en octobre, déclenchant du même coup une hausse du taux préférentiel qui est passé à 21 % et n'a pas baissé depuis. L'investissement intérieur brut en capital fixe a diminué entre 1982 et 1987 mais, sous l'impulsion du secteur minier et manufacturier, il a augmenté en termes réels de 8,6 % en 1988, pour retomber aussitôt à 4 % en 1989.

Bien que les statistiques concernant le chômage ne fassent pas l'unanimité en Afrique du Sud, selon les estimations les plus sûres, il y a de quatre à six millions de chômeurs non-blancs et, dans les grandes agglomérations urbaines, le pourcentage est de 30 à 40 %. Ces chiffres sont ceux des emplois à plein temps dans l'économie officielle. La survie de la population, en particulier des non-Blancs, est souvent tributaire de l'économie non officielle ou parallèle, dont l'importance donne lieu à des estimations très différentes. En mars de cette année, le Central Statistical Service a annoncé que le secteur parallèle représentait 8 % du PIB de l'Afrique du Sud et que les secteurs principaux d'activité étaient les ventes ambulantes (32 %), l'artisanat (27,5 %) et les transports (18,8 %). Selon la Reserve Bank, cette économie ne représentait pas plus de 10 % du PIB. D'après des universitaires, entre autres, ces chiffres sont inférieurs à la réalité car ils correspondent à une définition trop étroite de l'activité parallèle. Étant donné que les chiffres officiels excluent à la fois le Bantoustan et les activités des Noirs dans les zones blanches, il semble évident que le pourcentage de 8 à 10 % serait un minimum absolu; d'ailleurs, selon des estimations officieuses, cette économie représente jusqu'à 40 % du PIB total. Quel que soit le chiffre réel, l'existence d'un important secteur non officiel ou parallèle montre que l'économie officielle est incapable d'assurer la subsistance d'un pourcentage important de la population des travailleurs

* Certains des chiffres cités sont différents de ceux qui ont été utilisés dans le rapport de l'an dernier; ils ont en effet été rajustés depuis par les services sud-africains responsables des statistiques.